

Bulletin d'histoire politique

Présentation

Jean-Marie Fecteau and Chantale Quesney



Volume 9, Number 2, Spring 2001

Les années 1930 au Québec : une société à la recherche de son avenir

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1060456ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1060456ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Fecteau, J.-M. & Quesney, C. (2001). Présentation. *Bulletin d'histoire politique*, 9(2), 10–13. <https://doi.org/10.7202/1060456ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2001

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Le Québec des années 1930 : une société à la recherche de son avenir

PRÉSENTATION

JEAN-MARIE FECTEAU
CHANTALE QUESNEY
UQAM

L'histoire politique n'est pas seulement celle du destin des collectivités. Elle est aussi celle de ce qu'il aurait pu être. Plus précisément, dans la détermination des enjeux qui traversent une communauté politique, dans la mesure des rapports de force, dans l'écheveau complexe des motivations qui sous-tendent l'action des femmes et des hommes, il y a certes la prise en compte des espaces d'expérience qui jalonnent leur passé. Mais il y a aussi l'univers des aspirations, des gageures sur l'avenir, des espoirs d'un monde meilleur qui tissent comme la structure virtuelle du possible et du souhaité. C'est ce que l'historien Reinhart Koselleck appelait l'« horizon d'attente » au cœur des aspirations des acteurs de l'histoire¹. Il nous a semblé intéressant de demander à divers collaborateurs d'interroger la structure de ces divers horizons d'attente, en choisissant une période de crise intense vécue au Québec, soit la Grande Crise des années 1930. L'idée était d'interroger la diversité des visions d'avenir qui se dégagent d'une société en crise, en faisant l'hypothèse que ces visions nous informent autant sur le Québec d'alors que les multiples analyses du réel dont il a fait l'objet.

L'idée était peut-être aussi, dans nos inconscients profonds, de mettre en perspective historique l'horizon trop souvent bloqué de nos attentes actuelles, alors que trop peu de voix s'élèvent pour proposer de nouveaux idéaux susceptibles de faire oublier ce cauchemar de fin de l'histoire nommé

néolibéralisme. Affublé du préfixe prétentieux de « néo », plusieurs de nos acteurs l'auraient pourtant bien reconnu dans les années 1930, ne serait-ce que parce qu'il avait jeté dans la misère plus de trente pour cent de la population de Montréal². C'est alors l'époque des rêves brisés : fortunes anéanties, projets de mariage interrompus, études abandonnées, survie toujours plus difficile.

C'est arrivé un jeudi. Le 24 octobre 1929, pour être plus précis. Cette journée-là, la bourse de New York s'effondre et entraîne, pour les dix années à venir, l'ensemble des pays industrialisés dans une crise financière d'une ampleur sans précédent. Nombreux sont ceux qui s'interrogent alors sur l'origine de cette catastrophe. En Europe, en réponse aux avancées du communisme, le fascisme dresse son visage de haine et d'exclusion. Le Québec ne fait pas exception à la règle et connaît également un foisonnement de remises en question. Si l'option socialiste mise de l'avant par la *Cooperative Commonwealth Federation* suscite l'enthousiasme dans l'Ouest canadien, le corporatisme social attire, lui, de plus en plus l'attention des intellectuels québécois. Le *Programme de restauration sociale*, publié en 1934 sous l'égide de l'*École sociale populaire*, ne servira-t-il pas à l'élaboration de la plate-forme électorale du parti de l'*Action libérale nationale*? C'est ainsi que la situation sociale et économique difficile qui sévit au Québec provoque non seulement une critique de l'ordre économique et politique en place, mais sollicite également la recherche de solutions qui déboucheront sur la formulation plus ou moins explicite de projets de société.

C'est le cas avec la revue *La Nation*, dirigée par Paul Bouchard, qui milite en faveur d'une abolition du régime démocratique considéré comme le premier responsable de la décadence nationale. La solution prônée par cet hebdomadaire, nous dévoile Julien Fabre, réside donc dans la redéfinition d'un nationalisme canadien-français valorisant un ordre et un autoritarisme fascisants. Caroline Désy elle aussi, à la suite d'une analyse de la presse francophone au Québec, conclut qu'une certaine sympathie pour le fascisme transpire des journaux montréalais. C'est que le fascisme apparaît comme une solution qui, aux yeux de ceux qui formulent une critique de la société libérale dans les années trente, mérite d'être prise au sérieux. Elle a pour elle, en effet, la prétention de « changer le monde mais sans passer par le marxisme ». Mais cette prise de position n'est assurément pas partagée par les syndicats nord-américains qui, au contraire, s'opposent à tous ceux qui veulent renverser le système libéral. Comme l'analyse Éric Leroux, les dirigeants des sections canadiennes et québécoises des syndicats internationaux, plus pragmatiques, proposent plutôt une réforme progressive de la société par la mise en place d'un vaste programme de mesures sociales. Mais de l'avis des militants du Parti communiste canadien, ce type de programme n'est pas une

réponse suffisante aux problèmes soulevés par la crise. Selon Bernard Dansereau, c'est au contraire l'ensemble de l'ordre capitaliste qu'il s'évertue à remettre en cause. Aussi est-ce avec vigueur que les militants du parti combattent d'abord la bourgeoisie capitaliste, avant de s'en prendre à la montée de l'idéologie fasciste qui mènera à la Seconde Guerre mondiale. Si les communistes ne passent pas inaperçus, le parti n'en connaît pas moins un faible taux de recrutement. C'est qu'au Québec, l'option marxiste se voit sérieusement concurrencée par le corporatisme social défendu par l'Église catholique.

Cette Église est décidément partout au Québec de l'époque. Jusqu'au sein des organisations de jeunes qu'elle s'efforce d'encadrer, et dont la JEC et la JOC ne représentent qu'un échantillon des mouvements qui foisonnent alors. Mais ce faisant, les initiatives catholiques autorisent, du coup, le renforcement d'un processus d'affirmation de la jeunesse en tant que groupe social distinct. Ces jeunes, explique Louise Bienvenue, parviennent donc à faire entendre leurs voix avec de plus en plus d'efficacité pour dénoncer leur avenir bouché par la négligence de leurs aînés au pouvoir. Face à une crise structurelle et à une action politique adulte qu'ils estiment stérile, ils prônent un réinvestissement du social en s'inspirant des préceptes de l'action sociale catholique. Ils ne sont cependant pas les seuls à s'inspirer du discours religieux pour assainir la sphère de décision politique. Comme l'expose Karine Hébert, les femmes de la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste considèrent en effet que les remèdes à la crise devront passer par la restauration d'un projet de société susceptible d'accorder plus d'espace aux besoins spirituels de l'humanité. La nature les ayant faites femmes, elles jugent donc qu'il est de leur devoir de transposer dans la société, talents et mérite moral qu'elles dispensent journellement à leur famille.

Enfin, si bon nombre formulent des projets de société pour un avenir plus solidaire, c'est au quotidien que d'autres, sans même y penser, tissent des liens de mutualité informels. Alors qu'aujourd'hui, les Montréalais francophones et les Juifs ashkenazes occupent deux aires distinctes de la ville, les premiers à l'Est et les seconds à l'Ouest, Ignace Olazabal nous enseigne qu'il n'en fut pas toujours ainsi. Il observe en effet que les deux communautés vivaient en bonne entente dans l'Est de la métropole, montrant ainsi que les sociabilités informelles pouvaient transcender les frontières ethno-religieuses. C'est cette relative bonne entente, appuyée sur un solide conservatisme, que semble souhaiter la communauté anglophone qu'analyse Jack Jedwab à travers ses principaux journaux.

L'univers politique du vivre ensemble montre donc ses visages divers selon que l'on interroge les diverses communautés qui constituent le Québec d'alors. Ce qui les réunit, c'est tant la menace appréhendée d'un avenir

indéterminé que les espoirs d'un lendemain meilleur. Finalement, ce dossier se veut une humble tentative pour montrer que l'histoire, à sa manière, est aussi un projet...

NOTES ET RÉFÉRENCES

1 Koselleck, Reinhart, « "Champ d'expérience" et "horizon d'attente": deux catégories historiques », *Le futur passé*, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 1979, p. 307-329.

2 Selon l'ouvrage de Paul-André Linteau *et al.*, « En 1933, elle [Montréal] aurait plus de 60 000 chômeurs; si l'on tient compte de leurs dépendants, on estime à 250 000, soit 30 % de sa population, le nombre de personnes qui reçoivent de l'aide de la municipalité », *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930*, t. II, Montréal, Boréal Compact, 1989, p. 80.